

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'étais le ministre en charge au moment où cet homme a été admis au Canada. J'ai approuvé cette admission en toute connaissance de cause, mais aucun gouvernement n'a exercé de pressions que je sache.

* * *

LES FINANCES

LE RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL—LES REMISES À CERTAINES SOCIÉTÉS—LES AGISSEMENTS À L'INSU DU PARLEMENT

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, mon fidèle ami le député de York-Sud, m'a demandé hier la raison du fait déploré par l'auditeur général à la page 107 de son rapport, savoir que les remises de plus de \$1,000 faites aux sociétés en vertu du programme de machinerie n'ont pas été rapportées séparément au Parlement comme l'exige l'article 17 de la loi sur l'administration financière. C'est tout simplement que la méthode suivie en 1971 était la même que celle des années précédentes. Il y a environ 17,000 remises par année en vertu du programme de machinerie de mon ministère; ce serait à peu près impossible d'en donner la liste dans les comptes publics. Nous nous bornons à préciser le nombre de décrets ministériels concernant ces remises. On peut se procurer tous les renseignements requis au bureau des documents officiels dans l'immeuble Varette, rue Albert.

* * *

LA CONSOMMATION

LES PRIX DU SCOTCH CANADIEN

M. Thomas S. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. S'est-on plaint au ministre d'une hausse des prix sur les étiquettes du Scotch canadien, de la part des régions canadiennes de spiritueux, chose contraire aux règlements du GATT? Dans ce cas, le ministre aurait-il une bonne nouvelle à annoncer concernant la baisse des prix du Scotch et qui intéresserait tous les représentants?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me demande si la question est vraiment urgente.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: Elle paraît susciter l'intérêt général de la Chambre. Les députés semblent désireux d'entendre la réponse du ministre.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant de la chose mais tout en dégustant un verre de vin, je vais l'examiner durant le déjeuner afin de donner les renseignements voulus.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

TABAC—LA MISSION COMMERCIALE EN CHINE

M. Charles Turner (London-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Com-

[M. Baldwin.]

merce. Récemment, une mission canadienne s'intéressant au tabac s'est rendue dans la République populaire du Canada . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Turner: . . . dans la République populaire de Chine.

L'hon. M. Hees: Vous aviez bien dit la première fois.

M. Turner: Le ministre est-il en mesure de dire aux cultivateurs de tabac du sud-est de l'Ontario si cette mission a eu du succès?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la réponse est oui. On a vendu à la Chine du tabac canadien pour une valeur d'environ un million de dollars, grâce aux efforts conjugués de l'industrie du tabac et de mon ministère.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le chef de l'opposition ayant hier été présenté à North Battleford, par un de ses collègues, le sénateur Sparrow, comme le prochain premier ministre du Canada, est-ce sur le conseil du sénateur Sparrow que le premier ministre a décidé la semaine dernière de ne pas annoncer d'élections générales?

M. l'Orateur: A l'ordre.

Une voix: Drôle d'oiseau que ce Sparrow!

M. l'Orateur: Je donne la parole au député d'Oshawa-Whitby.

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence a donné la parole au député d'Oshawa-Whitby. Une question supplémentaire faisant suite à la précédente serait difficilement recevable.

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROJET D'EXONÉRATION DES DROITS D'ENTRÉE DE CERTAINS PNEUS MICHELIN—LE CAS DES AUTRES FABRICANTS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. En réponse à une question que le député de Waterloo lui posait hier, le ministre a déclaré que son ministère avait offert aux fabricants de pneus, quant aux remises tarifaires, les mêmes arrangements que ceux qu'il a proposés à la société Michelin. Hier, le président d'une des autres fabriques m'a fait savoir, en termes non équivoques, que le gouvernement ne lui avait jamais rien offert de ce genre. En conséquence, le ministre prendrait-il une minute pour nous expliquer ce que sa réponse d'hier voulait dire?